

Logiciels libres, infrastructures publiques, et accessibilité

Océane*

[2024-03-26 Tue 10:12]

Une infrastructure publique, comme la Générale des Eaux, ne se distingue pas de dispositifs d'accessibilité en nature (répondre à des besoins sociaux ou organiques) mais pour une question de degré. Les enjeux liés au caractère public ou privé d'un service (comme les transports en commun, l'accès à l'alimentation, ou l'hôpital) sont donc analogues entre une infrastructure numérique concernant à peu près tout le monde (comme les « réseaux sociaux ») et une autre qui ne concernerait qu'une petite portion de la population (comme le *firmware* d'un fauteuil roulant).

De nombreuses personnes handicapées gravitent ainsi autour des logiciels libres, en tant qu'infrastructures de communication publiques, par normalisation de leur oppression, comme nos grands-mères gravitaient autour du mariage, et se retrouvent à les défendre du point de vue du bien que ça ferait à leur communication ou à leurs communautés. C'est indubitablement le cas : les logiciels libres sont plus confidentiels et plus résilients ; on peut globalement leur faire confiance ; ils favorisent des relations familiales plus apaisées ; ils nous protègent, dans la mesure où l'information nous protège¹... Mais nous les défendons avant tout d'un point de vue d'accessibilité, par exemple, en ce qui me concerne, car je suis autiste et car j'ai été paranoïaque ; pendant très longtemps, je n'ai pas pu militer auprès d'organisations sur Discord car j'utilisais un VPN, car je supprimais les cookies à la fermeture du navigateur, et car ce site web me demandait de confirmer chaque nouvel appareil depuis mon compte ProtonMail, sur une connexion de mauvaise qualité. Il ne s'agit donc pas d'accéder aux moindres demandes de personnes handicapées et même déficientes, mais de prendre au sérieux leurs demandes de discussion au sujet de l'accessibilité de nos organisations, non seulement car les logiciels libres s'alignent avec un modèle de société indiscutablement de gauche et qu'à facilité de prise en main et fonctionnalités équivalentes ils représentent une amélioration indiscutable, mais aussi car l'accessibilité de nos organisations est un droit souvent mis sous le tapis par des militant-es défendant

*océane.fr

¹Slogan de Mediapart.

avant tout les leurs, incapables d'exporter nos principes de luttes collectives aux oppressions, symptômes, et délires de leurs camarades. Il me semble pourtant que lutter pour une société plus inclusive commencerait par la prise au sérieux et l'allocation d'un quart d'heure de réunion à des demandes traitant littéralement de handicap, aussi délirantes (au sens médical) soient-elles.